

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**Création d'un pôle médical
17, rue des Bourdalats
65 140 RABASTENS de BIGORRE**



**CCAP
ANNEXE 1**

**GUIDE PRATIQUE DES MODALITES D'INSERTION PAR L'ACTIVITE
ECONOMIQUE**

Date mise à jour : 04 / 10 / 2021

SOMMAIRE

1. Contrats pour l'emploi de personnes en insertion.....	4
2. PUBLIC EN INSERTION	6
3. Dispositions réglementaires	7
4. COORDONNEES DES PARTENAIRES.....	9
5. Pièces justificatives	12

1. Contrats pour l'emploi de personnes en insertion

Afin de respecter la clause sociale inscrite dans son marché, l'entreprise peut recourir à différents types de contrat permettant **l'emploi de personnes en insertion et donc sans emploi au démarrage du chantier.**
A noter également que pour tout recrutement ou recours à une personne relevant de la Clause sociale d'insertion, **une offre d'emploi devra avoir été déposée à Pôle emploi** (voir coordonnées page 8)

1.1 – Recrutement direct en CDD ou CDI

Les dispositions classiques du contrat de travail prévues par la législation sont applicables en l'espèce :

- contrat à durée déterminée (CDD)
- contrat à durée indéterminée (CDI)

Ces contrats peuvent être conclus pour un temps plein ou un temps partiel.

En cas de recrutement direct, les interlocuteurs de l'entreprise seront :

- soit le Pôle Emploi
- soit CAP Emploi 65 pour les travailleurs handicapés
- soit les Missions Locales pour les jeunes
- soit les PLIE pour leurs bénéficiaires
- soit le Département pour les bénéficiaires du RSA

Voir les coordonnées de ces partenaires pages 8 & 9

1.2 – Achat d'heures en intérim

Les personnes en insertion peuvent bénéficier de contrats de mission conclus par une entreprise de travail temporaire. Dans ce cas, l'entreprise achète des heures de travail à l'agence d'intérim. Le salarié est rémunéré par cette agence qui assure la responsabilité d'employeur. Ce contrat passé entre l'entreprise et l'agence d'intérim est un contrat commercial.

L'association Bigorre Intérim Insertion (B2I) a pour vocation le placement de personnes en insertion sur des missions de travail en entreprise marchande (voir les coordonnées page 8).

Le travail d'accompagnement social mené en parallèle auprès de ces personnes par B2I, fait de ce partenaire un interlocuteur particulièrement adapté.

Néanmoins, le recours aux agences de travail temporaire commerciales est également possible dès lors que les personnes mises à disposition appartiennent à l'une des catégories définies dans la fiche "Public en insertion" (voir page 5) et qu'une offre d'emploi a été préalablement enregistrée auprès du Pôle Emploi.

1.3 – Mise à disposition

Les personnes en insertion peuvent être mises à disposition auprès des entreprises par une Association Intermédiaire (AI) (voir les coordonnées page 8).

Les A.I. mènent préalablement puis parallèlement à ces mises à disposition, un travail de repérage et d'accompagnement / mobilisation des personnes ce qui apparaît comme une plus - value en terme de bonne adéquation à l'emploi.

1.4 – Participation au groupement d'employeurs du BTP JEF (Jeunes Emploi Formation)

Le Groupement d'employeurs dénommé JEF rassemble sous forme associative des entreprises du bâtiment et des travaux publics (voir les coordonnées page 9).

Le recrutement des salariés est effectué par JEF qui est l'employeur de ces salariés. JEF conclut un contrat de professionnalisation avec la personne en parcours d'insertion et la met à disposition d'une ou de plusieurs entreprises adhérentes au groupement, en vue de son intégration dans le secteur professionnel grâce à une action de qualification par alternance.

1.5 – Sous-traitance

L'entreprise adjudicataire du lot peut, selon les règles en usage, recourir à la sous-traitance pour une partie du travail à réaliser en s'appuyant sur les services d'une Entreprise d'Insertion (EI)

Elles emploient des personnes en parcours d'insertion. Dans ce cas, le contrat passé entre l'entreprise et l'EI est un contrat de sous-traitance, c'est-à-dire de prestation de service, conclu dans les conditions de droit commun commercial de la sous-traitance.

1.6 – Co-traitance

La co-traitance d'une entreprise du secteur marchand avec une Entreprise d'Insertion (E.I.) constitue également une possibilité pour exécuter la clause sociale.

Elle s'effectue dans les conditions de droit commun et peut être conjointe ou solidaire.

La co-traitance conjointe est réalisée sous l'autorité d'un mandataire responsable devant le maître d'ouvrage. Cette formule associe en général des entreprises ayant des compétences différentes, mais connexes.

La co-traitance est mise en place avant l'attribution du marché. Elle est exprimée par les entreprises qui l'organisent dans leur réponse commune à l'appel d'offre.

2. PUBLIC EN INSERTION

Le public pris en compte pour l'exécution de la clause sociale est celui appartenant à l'une des catégories ci-dessous définies :

- ✓ Bénéficiaires du RSA en parcours d'insertion
- ✓ Bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS)
- ✓ Travailleurs handicapés reconnus par la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH).
- ✓ Bénéficiaires inscrits sur un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)
- ✓ Jeunes engagés dans des programmes d'accompagnement renforcé vers l'emploi (ex : « Garantie Jeune ») conduits par les Missions locales et autres publics jeunes rencontrant des problématiques d'insertion particulières (éligibilité au cas par cas)
- ✓ Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 18 mois de chômage **non travaillés** dans les 24 derniers mois)
- ✓ Demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrit au Pôle Emploi.
- ✓ Personnes employées et accompagnées par des Structures d'Insertion par l'Activité Economiques (SIAE)

Concernant tous ces publics, il est précisé qu'il doit s'agir impérativement de personnes **sans emploi et relevant de l'insertion**, recrutées spécifiquement dans le cadre de l'exécution de la clause sociale par le titulaire du marché.

Ainsi à titre d'exemple, un travailleur handicapé employé en CDI ou CDD, dans l'entreprise titulaire du marché avant le démarrage du chantier, ne peut être considéré comme personne relevant du présent dispositif d'insertion sociale.

Pour obtenir des candidatures de personnes en insertion, les entreprises sont invitées à s'adresser aux partenaires chargés du suivi du public en insertion (voir coordonnées pages 8 & 9).

A noter que l'éligibilité à la clause sociale des personnes en insertion doit être validée par le chargé des clauses sociales. Les entreprises et / ou leurs prestataires doivent se saisir de cette démarche en se référant aux services publics de l'emploi ou aux partenaires habilités (voir coordonnées pages 8 & 9). Les agents des services publics de l'emploi ou partenaires compléteront la **fiche « demande de validation vers un emploi clause sociale »** (voir modèle en page 12) et la retourneront au chargé des clauses sociales qui validera l'éligibilité à la clause sociale du candidat.

Cette démarche doit être réalisée en amont des recrutements ou mises à disposition des personnes.

3. Dispositions réglementaires

Dans les années passées, des initiatives ont été prises dans le département comme sur le territoire national afin d'utiliser les marchés publics pour favoriser l'insertion de personnes en situation de difficultés d'emploi. Des clauses dites « clause d'insertion, clause de maintien social... » ont été parfois intégrées dans les marchés publics. Leur fondement juridique se révélait peu sûr et les tribunaux, saisis de cette question, ont interprété les textes de manière variable et contradictoire.

Le code des marchés publics 2004, repris par le Code 2006 a apporté sur le sujet la sécurisation juridique nécessaire. Depuis une dizaine d'années sur cette base, la clause sociale est usitée avec succès sur le territoire des Hautes-Pyrénées. L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ainsi que le Décret afférent n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ont affirmé cette démarche. L'article 38 I de l'ordonnance dispose :

« Les conditions d'exécution d'un marché public peuvent prendre en compte des considérations relatives à l'économie, à l'innovation, à l'environnement, au domaine social ou à l'emploi, à condition qu'elles soient liées à l'objet du marché public. Sont réputées liées à l'objet du marché public les conditions d'exécution qui se rapportent aux travaux, fournitures et services à fournir en application du marché public, à quelque égard que ce soit et à n'importe quel stade de leur cycle de vie, y compris les facteurs intervenant dans le processus spécifique de production, de fourniture ou de commercialisation de ces travaux, fournitures ou services ou un processus spécifique lié à un autre stade de leur cycle de vie, même lorsque ces facteurs ne ressortent pas des qualités intrinsèques de ces travaux, fournitures ou services. Pour l'application du présent I, le cycle de vie est l'ensemble des étapes successives ou interdépendantes, y compris la recherche et le développement à réaliser, la production, la commercialisation et ses conditions, le transport, l'utilisation et la maintenance, tout au long de la vie du produit ou de l'ouvrage ou de la fourniture d'un service, depuis l'acquisition des matières premières ou la production des ressources jusqu'à l'élimination, la remise en état et la fin du service ou de l'utilisation. »

Le nouveau Code de la commande publique applicable au 1^{er} avril 2019 poursuit en offrant la possibilité de prévoir des conditions sociales ou environnementales obligatoires dans le cadre de l'exécution d'un marché public. Ces dispositions traduisent le souci d'intégrer dans le droit de la commande publique des préoccupations citoyennes aujourd'hui incontournables.

Ainsi, dans le domaine social, les maîtres d'ouvrage soucieux de lier dépenses publiques et intérêt général peuvent désormais, en toute légalité, inscrire leur volonté de promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion par l'inscription dans leurs marchés publics de conditions d'exécution pour l'embauche de publics prioritaires. Une offre qui ne satisferait pas une telle condition serait irrecevable pour non-conformité au cahier des charges.

Dans ce cadre, à titre d'exemple, ils peuvent fixer dans le cahier des charges de leurs marchés publics des conditions particulières permettant de promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés d'insertion, comme par exemple certains bénéficiaires du RSA ayant signé un contrat d'insertion, les travailleurs handicapés demandeurs d'emploi reconnus par la M.D.P.H., les jeunes ayant un faible niveau de formation, les jeunes n'ayant jamais travaillé et inscrits auprès du RELAIS 16/25 ans des Missions locales ou les chômeurs inscrits au Pôle Emploi, sans emploi depuis plus d'un an en continu ou depuis plus de deux ans en chômage récurrent (sans emploi). Cette énumération n'est pas limitative. Le cahier des charges peut prévoir que ces conditions ne s'appliquent seulement qu'à certains lots.

Concrètement, cela pourra se traduire par une affectation d'un certain pourcentage d'heures travaillées à ces publics. Ce peut être également l'obligation d'employer un nombre défini de jeunes chômeurs ou de chômeurs de longue durée. Autre exemple, en cas de sous-traitance, il peut être demandé aux candidats de sous-traiter un lot ou une fraction du marché à une Entreprise d'Insertion.

Ainsi la personne publique peut faire de l'action d'insertion une modalité obligatoire d'exécution du marché, en insérant dans le cahier des charges une clause que l'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, devra respecter. L'entreprise peut dans ce cas agir directement ou avoir recours à des structures d'insertion agréées.

A terme, ces mesures permettront de faciliter le passage d'une personne exclue du marché du travail d'une structure d'insertion agréée vers une entreprise ordinaire. Par ailleurs, elles contribuent à l'amélioration de la gestion prévisionnelle de leur personnel par les entreprises candidates en sensibilisant de nouvelles personnes à leur métier.

Dans ce même esprit de lutte contre la précarité et de promotion de l'emploi, les personnes publiques peuvent également, sans fragiliser la passation de leur marché, exiger des entreprises que la fabrication des produits achetés réponde à des conditions de production socialement satisfaisantes, par exemple, qu'elles n'aient pas requis l'emploi d'une main-d'œuvre enfantine dans des conditions contraires aux conventions internationalement reconnues. La personne publique peut dans ce cas exiger que les fournitures bénéficient d'un label de qualité sociale de production ou répondent à des conditions équivalentes.

Afin d'éviter que ces mesures n'aient un caractère discriminatoire, les articles L2112-2 & L2112-4 du Code de la commande publique prévoient que ces conditions sont bien des conditions d'exécution du marché et

non pas des critères de choix du titulaire. En outre, les acheteurs publics ne doivent pas, bien entendu, établir leurs cahiers des charges de manière à ce qu'une seule entreprise soit en mesure de satisfaire aux conditions d'exécution qui y sont fixées.

De manière plus efficace que si ces clauses étaient érigées en critère de choix, ces articles permettent donc à la collectivité publique de fixer elle-même le niveau d'exigence sociale ou environnementale qu'elle voudra voir réaliser par les titulaires de ses marchés - quels qu'ils soient - et ainsi de développer une véritable politique d'achat citoyen sans pour autant méconnaître les exigences du droit de la commande publique et de la concurrence. »

La clause sociale relevant des articles L2112-2 & L2112-4 du Code de la commande publique est donc conçue par ces textes comme une condition d'exécution du marché. Elle ne peut être un critère de choix du titulaire.

La clarté de ces dispositions réglementaires donne une assise juridique solide aux clauses sociales dès lors qu'elles sont rédigées et mises en œuvre dans le cadre ainsi défini.

4.COORDONNEES DES PARTENAIRES

Structure	Adresse	Ville	Coordonnées
Département des Hautes-Pyrénées, Service Insertion Chargé des Clauses sociales d'insertion : Esther GARCIA	Département des Hautes-Pyrénées Direction de la Solidarité Départementale Direction Insertion Logement BP 9501 – Place Ferré	65950 TARBES CEDEX TARBES	07 72 22 89 31 05 62 56 76 01 esther.garcia@ha-py.fr
Association Intermédiaire ENTRAIDE SERVICES	Rue Jean Loup Chrétien – Zone Kennedy -	65000 TARBES	05.62.44.03.10
Association Intermédiaire TOP SERVICES	9 rue Pasteur	65200 BAGNERE DE BIGORRE	05.62.95.35.28
Association Intermédiaire VVOLTAJ	4 bis rue des écoles	65500 VIC EN BIGORRE	05.62.96.79.44
POLE EMPLOI Tarbes Pyrénées	24 avenue Aristide Briand	65000 TARBES	05 62 44 07 62
POLE EMPLOI Lourdes	22 avenue Joffre	65100 LOURDES	05 62 42 33 91
POLE EMPLOI Lannemezan	48 rue du 8 mai 1945	65300 LANNEMEZAN	05 62 40 72 09
POLE EMPLOI Tarbes Arsenal	Rue de la Cartoucherie	65000 TARBES	05 62 34 81 61
Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion Bigorre Intérim Insertion B2I	Rue Jean Loup Chrétien – Zone Kennedy -	65000 TARBES	05.62.93.12.93
CAP EMPLOI 65 (suivi des Travailleurs Handicapés)	8 avenue des Tilleuls Quartier Arsenal	65000 TARBES	05.62.93.87.54
Groupement d'Employeurs du BTP Jeunes Emploi Formation	- Parc des Pyrénées – 5 rue d'Isaby	65420 IBOS	05.62.93.34.00

MISSION LOCALE (suivi des jeunes)	8 avenue des Tilleuls Quartier Arsenal	65000 TARBES	05.62.56.34.34
DEPARTEMENT des Hautes - Pyrénées (suivi des bénéficiaires du RSA : Direction de la Solidarité Départementale) Référent : Zouliha CHEBBAH	Département des Hautes-Pyrénées Direction de la Solidarité Départementale Direction Insertion Logement BP 9501 – Place Ferré	65000 TARBES	05.62.56.73.90

Qu'est-ce qu'une E.I.?

Une Entreprise d'Insertion produit des biens et des services en vue de leur commercialisation. Elle embauche des personnes en difficulté d'accès à l'emploi. Elle a les mêmes contraintes et impératifs de production et de qualité qu'une entreprise classique.

Qu'est-ce qu'un G.E.I.Q. ?

Un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification met à disposition des personnes en difficulté auprès d'entreprises adhérentes et organise une alternance qualification par l'intermédiaire d'un contrat de professionnalisation.

Qu'est-ce qu'une E.T.T.I.?

Une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion met à disposition des personnes auprès d'entreprises du secteur marchand dans le cadre de missions d'intérim, avec pour objectif l'accès à l'emploi durable. Pour compenser les difficultés des salariés, un accompagnement individualisé est effectué par les permanents.

Qu'est-ce qu'une A.I. ?

Une Association Intermédiaire a pour but de mettre à disposition des personnes éloignées de l'emploi pour réaliser de petits travaux. Si elle fonctionne surtout avec une clientèle de particuliers, elle s'adresse aussi aux entreprises.

L'une ou l'autre de ces structures mettant à disposition un ou des salariés dans le cadre des heures d'insertion de la Clause sociale, assurera le suivi de l'accompagnement des personnes avec l'entreprise titulaire.

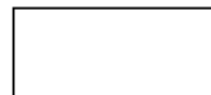
5. PIECES JUSTIFICATIVES

Pour prouver la bonne exécution de la clause sociale, selon les modalités fixées par le Maître d'ouvrage, l'entreprise doit lui fournir (ou à sa délégation de maîtrise d'œuvre - Mission Marchés Publics) ainsi qu'au Chargé des clauses sociales du Département (voir coordonnées à l'article 4 page 8 de la présente annexe) :

- une pièce nominative prouvant le nombre d'heures travaillées par la personne (bulletin de paie, relevé d'heures d'intérim...)

- une pièce prouvant que la personne relève de l'insertion (justificatif du statut de la personne et « **fiche de demande de validation vers un emploi clause sociale** » dûment complétée délivré par la DSD du Département, par le Pôle Emploi, le PLIE, la Mission Locale, le Cap Emploi, les structures d'insertion...).

En l'absence de transmission des pièces justificatives ci-dessus, dans les délais impartis, le titulaire du marché se verra appliquer des pénalités.



**Demande de validation pour un candidat orienté vers UN EMPLOI « CLAUSE SOCIALE »
Hautes Pyrénées :**

CANDIDAT à l'emploi Clause Sociale :

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Adresse :

Code Postal :

Ville : Tarbes

Tel/mobile :

Mail :

STRUCTURE ou ENTREPRISE UTILISATRICE :

NOM

SIRET :

- Date de la demande :

Poste proposé

Type de Contrat :

Résidant QPV : oui ☐ - Résident ZRR : oui ☐

Niveau étude :

Identifiant Pôle Emploi :

Permis : oui ☐ / non ☐

Moyen de transport :

Secteur de déplacement :

EMPLOI / POSTE CIBLE :

SECTEURS : ☐ Bâtiment TP ☐ Industrie ☐ services ☐ Autres

☐ OFFRE CLAUSE : (n° d'offre) ☐ CANDIDATURE SANS OFFRE (Promotion de profil)

Joindre obligatoirement le CV

Informations complémentaires à la candidature :

ORIENTATION : ☐ Pôle Emploi - ☐ Département - ☐ Cap Emploi - ☐ Mission Locale - ☐ SIAE - ☐ Autres

➤ NOM de la structure :

Mail :

La durée de validité du diagnostic est de 3 mois à la date de l'engagement

- Demandeur d'emploi : ☐ de longue durée ☐ de plus de 50 ans ☐ DEBOE ☐ fin ARE, ASS, ATA, AAH, AI ☐ aucune indemnisation
- Allocataire du RSA ☐
- Demandeur d'Emploi Bénéficiaire de l'obligation d'emploi ☐
- Jeune de moins de 26 ans engagé dans un accompagnement renforcé (Garantie Jeune) ☐
- ou relevant d'une autre catégorie spécifique : ☐ RSA ☐ DEBOE ☐ DELD ☐ sans ressources ☐ autre cas spécifique
- Personne prise en charge par les SIAE ☐ CDDI en cours ☐ CDDI en sortie, ☐ suivi AI ou ETTI

ENGAGEMENT : Les correspondants impliqués dans l'emploi Clause Sociale s'engagent :

A limiter strictement leurs échanges d'information sur la situation des personnes à l'objet concernant leur emploi Clause Social.

- A sécuriser le stockage des données et à limiter au temps nécessaire à la réalisation de cet objet.
- A exclure toute diffusion de l'information en dehors du consentement explicite des personnes.

Je soussigné, (nom, prénom du candidat), autorise les correspondants concernés à communiquer des informations me concernant en relation avec mon emploi Clause Sociale.

Fait à : Le/...../.....

Signature du candidat :

Nom Prénom Signature l'orienteur :